



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 12 février 2026

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
202^e année
12 février 2026
n° 6 / 8115^e
pages 241 à 288



ÉDITORIAL

241 Le droit, l'envers et l'endroit, *Rémy Cabrillac*

ACTUALITÉS

- 244 Chèque (date) : apposition postérieure à la remise
- 244 Carte bancaire (fraude) : date de signalement à la banque
- 245 Bail commercial (droit d'option) : fixation de l'indemnité d'occupation
- 245 Bail commercial (charges) : modalités de communication des justificatifs
- 246 Adoption (jugement) : tierce opposition dans le délai de trente ans
- 246 Succession (option de l'héritier) : cumul de vocations successorales
- 246 Acte d'huissier (signification) : pas de vérification de l'identité du destinataire

POINT DE VUE

247 Le projet de décret réformant le droit de l'arbitrage, *Daniel Mainguy*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 262 **Panorama** : Droit du sport, *Centre de droit et d'économie du sport (OMIJ-CDES)*
- 273 **Notes** : Les limites du devoir de vigilance bancaire,
note sous Com. 19 nov. 2025 [4 arrêts], Nicolas Ida
- 277 Utiles précisions sur les conséquences du retrait de l'autorité parentale,
note sous Civ. 1^{re}, 1^{er} oct. 2025, Aurore Camuzat
- 284 La violation de la clause de non-concurrence ne présume plus le préjudice
pour son créancier, *note sous Com. 3 déc. 2025, Lucas Bettoni*

ENTRETIEN

288 Tristan Azzi et Yves El Hage – Droit d'auteur, intelligence artificielle
et droit international privé



Lefebvre Dalloz

Imprimé par DONNEVILLE (sonneville@u-paris2.fr) Tous droits réservés

Recueil Dalloz

Tél. rédaction 0786620357
recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE ET PRINCIPALE ASSOCIÉE,
LEFEBVRE SARRUT
10 place des Vosges – 92400 Courbevoie
542 052 451 RCS Nanterre
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
JULIEN TANGUY,
représentant permanent de Lefebvre Sarrut
DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE DELESALLE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140645403)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140645379)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directrice de la Production éditoriale :

Anne-Laure CHAUMEIL MENNESSIEZ

Directeur artistique : Patrick VERDON

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 234,20 € TTC

Étranger : 1 304,64 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2026

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges – 92400 Courbevoie

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Rémy Cabrillac

Le droit, l'envers et l'endroit

241



ACTUALITÉS

244

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Chèque (opposition) : appréciation
du bien-fondé par le juge des référés,
Com. 4 févr. 2026

Chèque (date) : apposition postérieure
à la remise, Com. 4 févr. 2026

Carte bancaire (fraude) :
date de signalement à la banque,
Com. 4 févr. 2026

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (droit d'option) :
fixation de l'indemnité d'occupation,
Civ. 3^e, 29 janv. 2026

Bail commercial (charges) :
modalités de communication
des justificatifs, Civ. 3^e, 29 janv. 2026

Bail commercial (charges) :
défaut de communication des justificatifs,
Civ. 3^e, 29 janv. 2026

246

DROIT CIVIL

Famille-Personne-Succession

Adoption (jugement) : tierce opposition
dans le délai de trente ans,
Civ. 1^{re}, 4 févr. 2026

Succession (option de l'héritier) :
cumul de vocations successorales,
Civ. 1^{re}, 4 févr. 2026

246

PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Acte d'huissier (signification) :
pas de vérification de l'identité
du destinataire, Civ. 2^e, 5 févr. 2026



POINT DE VUE

247

Le projet de décret réformant le droit de l'arbitrage
par Daniel Mainguy



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

249

La réforme du droit des contrats
devant la Cour de cassation : quels enseignements ?
par Thierry Revet

PANORAMA

262

Droit du sport
janvier 2025 – décembre 2025
par Centre de droit et d'économie du sport
(OMIJ-CDES)

NOTES

273

Les limites du devoir de vigilance bancaire,
note sous Com. 19 nov. 2025 [4 arrêts]
par Nicolas Ida

277

Utiles précisions sur les conséquences du retrait
de l'autorité parentale, *note sous Civ. 1^{re}, 1^{er} oct. 2025*
par Aurore Camuzat

284

La violation de la clause de non-concurrence
ne présume plus le préjudice pour son créancier,
note sous Com. 3 déc. 2025
par Lucas Bettoni

1

2

3

ENTRETIEN

288

Tristan Azzi et Yves El Hage – Droit d'auteur, intelligence artificielle et droit international privé

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise. Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non. Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :
40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :
9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence :
20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :
5 500 signes (références entre parenthèses).

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 6 du 09 février 2026

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Sexe entre époux

N° 181 - Par Patrice SPINOSI

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | FAMILLE

À la gloire de nos pères

N° 182 - Par Alice PHILIPPOT

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | POURVOIS

Certificat de non-pourvoi : un nouveau service en ligne

N° 183

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 29 janvier au 4 février 2026

N° 184

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 janvier 2026

N° 185

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Appliquer la péremption d'instance en cas de suspension suivie d'une interruption d'instance ou l'art de combiner différents incidents de procédure !

N° 186 - Par Natalie FRICERO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SAISIE IMMOBILIÈRE

L'irrecevabilité comme sanction du défaut de signification du commandement à l'époux commun en biens : la « procéduralisation » de la saisie immobilière

N° 187 - Par Ludovic LAUVERGNAT

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | VIOLENCES CONJUGALES

Circonstance aggravante liée à la qualité d'ex-concubin : l'absence de condition de cohabitation n'est pas nouvelle

N° 188

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | BLESSURES INVOLONTAIRES

Mise en danger de la personne et obligation particulière de sécurité : qualification pénale possible malgré l'absence de prescriptions techniques détaillées

N° 189

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SAISIES ET CONFISCATION

L'AGRASC renforce sa mission d'affectation des biens meubles avec une nouvelle plateforme numérique

N° 190

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 janvier au 4 février 2026

N° 191

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 janvier 2026

N° 192

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRESCRIPTION (EN MATIÈRE PÉNALE)

Prescription de l'action publique : l'affaire Bonfanti, ou « l'interprétation restrictive » de la notion d'obstacle de fait insurmontable

N° 193 - Par Pierre-Jérôme DELAGE

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

[L'assemblée plénière de la Cour de cassation redessine la figure de la victime de l'acte terroriste](#)

N° 194 - Par Nicolas JEANNE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE DÉLOYALE

[La concurrence déloyale, seule limite à la liberté du commerce et de l'industrie](#)

N° 195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉS FINANCIERS

[Les règles relatives au point d'accès unique européen sont transposées en droit français](#)

N° 196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 29 janvier au 4 février 2026](#)

N° 197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 janvier 2026](#)

N° 198

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SÉCURITÉ SOCIALE

[Irrégularité de la procédure devant la commission médicale de recours amiable](#)

N° 199

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 29 janvier au 4 février 2026](#)

N° 200

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 janvier 2026](#)

N° 201

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Délai de recours contentieux : du nouveau pour les ex-conjoints](#)

N° 202 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 29 janvier au 4 février 2026](#)

N° 203

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 janvier 2026](#)

N° 204

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | SUCCESSION-PARTAGE

[Mariage, remariage et complexité successorale](#)

N° 205 - Par Benoît CASSOWITZ

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

[L'Institut de Droit et d'Économie d'Agen](#)

N° 206 - Par Virginie PELTIER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

[L'intelligence artificielle ou la garantie nécessaire de l'intelligence humaine](#)

N° 207 - Par Suzanne LEQUETTE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | SANTÉ MENTALE

[Santé mentale](#)

N° 208 - Par Jean-Jacques LEMOULAND , Cécile CASTAING , Mathias COUTURIER , Marie LAMARCHE , Ingrid MARIA , Laurence MAUGER-VIELPEAU et Gilles RAOUL-CORMEIL

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | UNIVERSITÉS

[« La parole des autres » : moments judiciaires et musicaux](#)

N° 209 - Par Alexandra BOUSTANY et Tess GUETTIER

[Consulter le PDF](#)

À la une

L'apologie du terrorisme peut-elle justifier le prononcé d'une peine d'emprisonnement ferme ?

note par Evan RASCHEL sous Cass. crim., 2 déc. 2025

Malgré une condamnation par la CEDH, la Cour de cassation confirme la peine de huit mois d'emprisonnement ferme prononcée pour complicité d'apologie publique d'actes terroristes d'un ancien membre d'une organisation terroriste.



© MSTASLIMA_AdoheStock

Actualité

Discipline, autorégulation, solidarité : dialogue tendu autour des valeurs de la profession d'avocat

focus

Doctrine

L'ingénierie de projet et le pilotage juridictionnel : penser la justice par ses pratiques

étude par Julien FAIDHERBE

Jurisprudence

La « spoliation » avec paiement du prix des ventes aux ayants cause

note par Marc MIGNOT
sous Cass. 1^{re} civ., 26 nov. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Marine PARMENTIER

Avocate au barreau de Paris

• Marie-Laure BESSON

Maître de conférences à l'université de Corse Pasquale Paoli

AVEC LA PARTICIPATION DE

Stéphanie CASIMIRI, Albert CASTON, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Élodie GAVIN-MILLAN-OOSTERLYNCK, Anne-Marie LUCIANI, Romain MICALES et Alexis TRÉCA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2026

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 662,63 € TTC

Recueils + table seuls : 642,21 € TTC

Journal, recueil + table : 893,38 €

Abonnement feuiltable numérique : 274,65 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 739 €

Journal, recueil + table : 979 €

Abonnement feuiltable numérique : 269 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 748 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,

sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par

courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr

et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas

de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits

communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon

suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant

unique permettant de retrouver directement l'article

via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL486v0 ■ Discipline, autorégulation, solidarité : dialogue tendu
autour des valeurs de la profession d'avocat 3

GPL486r1 ■ Cours criminelles départementales : vers une généralisation
des avocats honoraires assesseurs 5

GPL486r2 ■ Rentrées solennelles : le « Mayday » judiciaire d'Aix
et Marseille 6

GPL486v8 ■ « Il faut mettre en garde les avocats sur l'impact de l'IA
sur certaines de nos règles déontologiques »
entretien avec Hélène LAUDIC-BARON 7

GPL486v7 ■ Le juge et l'oreille cassée
Quelques fléchettes autour du fétiche Arumbaya
libres propos par Gautier KAUFMAN 9

Doctrine

GPL486u4 ■ L'ingénierie de projet et le pilotage juridictionnel : penser
la justice par ses pratiques
étude par Julien FAIDHERBE 10

Jurisprudence

GPL486u3 ■ L'apologie du terrorisme peut-elle justifier le prononcé
d'une peine d'emprisonnement ferme ?
note par Evan RASCHEL sous Cass. crim., 2 déc. 2025 14

GPL486f2 ■ La « spoliation » avec paiement du prix des ventes aux ayants
cause
note par Marc MIGNOT sous Cass. 1^{re} civ., 26 nov. 2025 18

GPL486e5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 23

GPL486c0 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 29

GPL486m5 ■ Chronique de jurisprudence du Conseil d'État -
Contentieux administratif et Convention européenne des droits
de l'Homme
par Benjamin DEFOORT et Clémence APPERT

en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://text.so/GPL486m5>



Aux marches du Palais

Portrait

GPL485k9 ■ Marie-Pascale Piot, bâtonnière du barreau
des Hauts-de-Seine 32

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

Sous la responsabilité scientifique de
Marine PARMENTIER et Marie-Laure BESSON 33

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revues

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 7 du 12 février 2026

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



PROTECTION DU CONSOMMATEUR

3 QUESTIONS - Crédit à la consommation : nouvelle ordonnance modifiant la précédente

N° 140 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

MARCHÉ PUBLIC

Le Conseil national de l'industrie appelle à faire de la préférence européenne un pilier de la politique industrielle de l'UE

N° 141

BIBLIOGRAPHIE

Revue Communication - Commerce électronique

N° 142

BIBLIOGRAPHIE

Revue Responsabilité civile et assurances

N° 143

DONNÉES CHIFFRÉES

Balance commerciale 2024 : une amélioration notable

N° 144

Actualités



AFFAIRES | CONCURRENCE

Publicité télévisée des enseignes de distribution : « le loup plaidant contre le renard »

N° 145 - Par Linda ARCELIN

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Remboursement des charges : précisions sur la communication des justificatifs par le bailleur

N° 146

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Transfert au locataire du paiement de la taxe foncière et diminution de la valeur locative

N° 147

AFFAIRES | BANQUE

Conditions d'appréciation du bien-fondé de l'opposition au paiement de chèques

N° 148

AFFAIRES | BANQUE

Condition de validité de la date apposée sur un chèque par le porteur

N° 149

AFFAIRES | BANQUE

Obligation du titulaire du compte de signaler sans tarder l'utilisation frauduleuse de la carte bancaire

N° 150

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Nouvelle déclaration de créance dans la seconde procédure : effets

N° 151

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Précisions sur l'application dans le temps des dispositions relatives à l'entrepreneur individuel et le gage des créanciers antérieurs à la loi

N° 152

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Il ne suffit pas d'envoyer un mail pour prouver la déclaration de créance

N° 153

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Créancier titulaire d'un droit de poursuite sur la résidence principale du débiteur et effet interruptif de la déclaration de créance

N° 154

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Appréciation retardée du marché en cas de délivrance d'une information fausse ou trompeuse

N° 155

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Quel usage de l'IA par les acteurs des marchés financiers en France ?

N° 156

AFFAIRES | PROCÉDURE

Procédure disciplinaire : le droit d'être entendu en dernier

N° 157

AFFAIRES | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

Création d'une procédure déjudiciarisée de recouvrement des créances commerciales incontestées : le Sénat adopte le texte en première lecture

N° 158

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Inaptitude d'origine professionnelle : versement à titre provisionnel malgré le refus initial de la CPAM

N° 159

SOCIAL | HYGIÈNE ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Mise en danger de la personne et obligation particulière de sécurité : qualification pénale possible malgré l'absence de prescriptions techniques détaillées

N° 160

SOCIAL | LICENCIEMENT

Constitutionnalité de la protection contre le licenciement des salariés membres de commissions paritaires professionnelles

N° 161

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Acte anormal de gestion : illustration

N° 162

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Simplification du régime spécial d'acompte d'IS des sociétés dont les bénéfices sont constitués de revenus mobiliers

N° 163

FISCAL | LOI DE FINANCES

Le budget de l'État est définitivement adopté

N° 164

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Observations sur le(s) recours contre les ordonnances du juge-commissaire (pour une simplification)

N° 1052 - Par Jocelyne VALLANSAN

AFFAIRES | DISTRIBUTION

Droit de la distribution

N° 1053 - Par Mélanie CESCUT-PUORE , Malo DEPINCÉ , Stéphane DESTOURS et Jean-Louis RESPAUD

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Les conséquences financières de l'échec d'un projet IT dans la jurisprudence récente

N° 1054 - Par Anne COUSIN et Géraldine PACAUT

AFFAIRES | CONCURRENCE

Refus de transaction et saisine de l'Autorité de la concurrence : perturbations entérinées autour de la notion d'entreprise

N° 1055 - Par Clément BIZET

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

CONCURRENCE - Incompétence - Compétence d'attribution exclusive - Cour d'appel de Paris

N° 1056

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

CONCURRENCE - Rupture brutale des relations commerciales - Caractérisation - Stabilité de la relation commerciale

N° 1057

AFFAIRES | MARQUE

Déchéance de marque pour déceptivité : la rupture du lien entre le styliste et la marque constituée de son nom rend-elle cette marque trompeuse ?

N° 1058 - Par Frédéric POLLAUD-DULIAN

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

MARQUE - Nullité - Dépôt de mauvaise foi - Absence d'exploitation de la marque - Dépôt destiné à monnayer la marque

N° 1059

SOCIAL | LICENCIEMENT

Absence de signature du salarié sur le récépissé de remise de la convocation à l'entretien préalable au licenciement

N° 1060 - Par Lydie DAUXERRE

SOCIAL | DROIT DES AFFAIRES

TRAVAIL - Rupture du contrat de travail - Prise d'acte de la rupture - Qualification de la rupture - Licenciement sans cause réelle et sérieuse

N° 1061

FISCAL | CONTENTIEUX DE LA RESPONSABILITÉ

Modalités de reconnaissance d'une faute de l'administration fiscale de nature à engager la responsabilité de l'État

N° 1062 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Cahiers de droit de l'entreprise, n° 1 du 01 janvier 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



RSE

Intégrer rapidement la durabilité dans les réorganisations pour rendre les transitions acceptables

N° 1 - Par Gépy KOUDADJE

[Consulter le PDF](#)

Deux mois déjà



DROIT DES AFFAIRES

Condition de l'action en cas de manquement à l'obligation de délivrance.

N° 1

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Droit d'auteur vs droit des dessins et modèles.

N° 2

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Autorisation de paiement : détermination du consentement du payeur.

N° 3

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Effets rétroactifs de la résolution judiciaire sur la cession d'actions.

N° 4

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les enjeux concurrentiels liés à l'impact énergétique et environnemental de l'IA.

N° 5

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Prescription biennale de l'action en nullité fondée sur la violation du droit de préférence du locataire commercial.

N° 6

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Sanctions pécuniaires statutaires d'une coopérative et clause pénale.

N° 7

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Condition de dissolution d'un GAEC pour mésentente entre ses membres.

N° 8

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La DGCCRF fait le point sur les changements réglementaires en 2026.

N° 9

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les lignes directrices du règlement européen sur les subventions étrangères sont publiées.

N° 10

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Portée de l'expertise amiable contractuellement convenue entre les parties.

N° 11

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

L'Autorité de la concurrence publie une nouvelle étude sur le programme de clémence.

N° 12

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Opérations de paiement non autorisées : célérité de l'utilisateur et preuve de la

négligence grave.

N° 13

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Lorsque des opérations bancaires sur des comptes apparaissent comme irrégulières, la banque doit procéder à des vérifications.

N° 14

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Conditions d'application de la dispense de taxation et de régularisation de la TVA aux opérations de fusion emportant le transfert de portefeuilles de contrats de courtage d'assurance.

N° 15

[Consulter le PDF](#)

DROIT FISCAL

Reconduction tacite du régime spécial de calcul des acomptes pour les sociétés dont les bénéfices sont constitués en totalité ou en partie par des revenus mobiliers.

N° 16

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Prise en charge des accidents du travail durant un congé individuel de formation.

N° 17

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Solidarité financière du donneur d'ordre en cas de travail dissimulé par le cocontractant.

N° 18

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Preuve du harcèlement : l'enquête interne n'est pas une obligation.

N° 19

[Consulter le PDF](#)

DROIT SOCIAL

Liberté d'expression du salarié, intérêts de l'employeur, contrôle du juge : la Cour de cassation affine sa grille d'analyse.

N° 20

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

Les enjeux concurrentiels liés à l'impact énergétique et environnemental de l'IA

N° 21 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

DROIT DES AFFAIRES

La DGCCRF fait le point sur les changements réglementaires en 2026

N° 22 - Par Olivier DE MATTOS

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



TOKENS

Quels sont les intérêts de la tokenisation pour les entreprises ?

N° 1 - Par Dominique LEGEAIS , Hubert DE VAUPLANE , Stephanie CABOSSIORAS , Sebastien PRAICHEUX , Victor CHARPIAT , Cassandre VASSILOPOULOS et Sebastien MARTIN

[Consulter le PDF](#)

Dossier



DROIT PÉNAL

Le renouveau du droit pénal de la concurrence

N° 1 - Par Rémy HEITZ

[Consulter le PDF](#)

AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

L'état des lieux vu par le régulateur

N° 2 - Par Benoît COEURÉ

[Consulter le PDF](#)

DÉLIT DE PARTICIPATION FRAUDULEUSE

Les éléments constitutifs proprement dits du délit de participation frauduleuse à des pratiques anti-concurrentielles

N° 3 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

COOPÉRATION ENTRE L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE ET LE JUGE PÉNAL

Une coopération plus étroite entre l'Autorité de la concurrence et le juge pénal

N° 4 - Par Benoît COEURÉ

[Consulter le PDF](#)

PARQUET NATIONAL FINANCIER

Un Parquet national financier disposant désormais d'une compétence concurrente en droit pénal de la concurrence

N° 5 - Par Hedy DJILALI

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURES ADMINISTRATIVE ET PÉNALE

Procédures administrative et pénale en droit de la concurrence : entre autonomie et articulation

N° 6 - Par Marie DUMARCAY

[Consulter le PDF](#)

SANCTIONS

Le cumul des sanctions pénales et administratives en droit de la concurrence

N° 7 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

ADLC/AMF

ADLC et AMF : quelles convergences procédurales envisagées ?

N° 8 - Par Maxime GALLAND

[Consulter le PDF](#)

PROCÉDURE PÉNALE

Quelques propositions de lege ferenda en droit de la concurrence

N° 9 - Par Jean-François BOHNERT

[Consulter le PDF](#)

DROIT DE LA CONCURRENCE

Le renouveau du droit pénal de la concurrence : synthèse

N° 10 - Par Virginie VIALARD

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



DIRECTION GÉNÉRALE | IA GÉNÉRATIVE

Des conceptions antagonistes de la notion de mémorisation des oeuvres de l'esprit par l'intelligence artificielle

N° 1 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION FINANCIÈRE | IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

Ordre d'imputation des déficits fiscaux : quand le temps devient enfin un allié

N° 2 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION COMMERCIALE | CLAUSE DE NON-CONCURRENCE

Clause de non-concurrence post-contractuelle : une protection efficace à condition de pouvoir prouver le préjudice

N° 3 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | LICENCIEMENT DISCIPLINAIRE

Protection de la vie privée et pouvoir disciplinaire de l'employeur : un salarié peut-il être licencié pour avoir dissimulé son lien matrimonial avec une ancienne salariée en litige avec l'entreprise ?

N° 4 - Par INFOREG

[Consulter le PDF](#)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION | RGPD

Analyse du référentiel mis à jour des Règles d'entreprises contraignantes (BCR) pour les sous-traitants

N° 5 - Par Julie SCHWARTZ

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Contrats Concurrence Consommation, n° 2 du 01 février 2026

Sommaire du numéro

Repère



MÉDIATION DE LA CONSOMMATION

Vers une amélioration de la médiation de la consommation ?

N° 2 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | ABUS DE POSITION DOMINANTE

Affaire Doctolib : l'Autorité de la concurrence sanctionne pour la première fois une « acquisition prédatrice » tout en admettant l'incertitude juridique de sa décision

N° 2 - Par Camille PAULHAC et Melissa HUI

[Consulter le PDF](#)

Chronique



FRANCHISE

Actualité du droit de la franchise 2025 - deuxième partie

N° 2 - Par Jérôme LE HEC , Jérôme GUILLÉ et Martine BEHAR-TOUCHAIS

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRATS | VENTE

Le vendeur professionnel est tenu de s'informer avant la vente pour pouvoir conseiller

N° 18 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | PRESCRIPTION EXTINCTIVE

Crédit-relais : attention à la prescription biennale !

N° 19 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONTRATS | RÉSILIATION UNILATÉRALE D'UN CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

Résiliation anticipée d'un contrat à durée déterminée : le prix n'est dû qu'en cas d'exécution de la prestation convenue

N° 20 - Par Laurent LEVENEUR

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | AGENCE COMMERCIALE

Rappel de méthode en matière de qualification du contrat d'agence commerciale

N° 21 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | RUPTURE BRUTALE DE RELATIONS COMMERCIALES ÉTABLIES

La relation commerciale précaire était devenue établie

N° 22 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | CONCURRENCE DÉLOYALE

Peut-on mettre en garde des risques de contrefaçon sans être poursuivi pour dénigrement ?

N° 23 - Par Marie MALAURIE-VIGNAL

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE PARTICIPATIVE

Absence d'abus de minorité du franchiseur

N° 24 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF

Particularisme de la soumission

N° 25 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | FRANCHISE

Résiliation unilatérale du franchisé

N° 26 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : DISTRIBUTION ET PROTECTION DU CONCURRENT | PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Pratiques restrictives de concurrence et état de dépendance économique

N° 27 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | GÉNÉRALITÉS

Impact énergétique et environnemental de l'IA : quels enjeux de concurrence ?

N° 28 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Le test Bronner s'applique-t-il à un détenteur d'infrastructure essentielle, anciennement sous monopole d'État ?

N° 29 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ABUS D'EXPLOITATION

Prix excessifs : l'affaire OSA précise le régime des redevances imposées par les organismes de gestion collective des droits d'auteurs

N° 30 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONCURRENCE : PROTECTION DU MARCHÉ | ABUS DE POSITION DOMINANTE

Délimitation du marché pertinent dans les affaires de compression de marges

N° 31 - Par David BOSCO

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CONTRAT CONCLU HORS ÉTABLISSEMENT

Ne pas confondre non-professionnel et « petit » professionnel !

N° 32 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSE ABUSIVE

Qualification délicate d'une clause de résiliation anticipée d'une convention d'honoraires d'avocat

N° 33 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSE ABUSIVE

Contrat de location de longue durée d'un véhicule : gare aux clauses abusives !

N° 34 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSE ABUSIVE

Clause abusive

N° 35 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

CONSOMMATION | CLAUSE AMBIGÜE

Interpretation in favorem

N° 36 - Par Sabine BERNHEIM-DESVAUX

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Actualité des procédures collectives, n° 3 du 06 février 2026

Sommaire du numéro

Repère



PRÉVENTION DES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

Quand les mesures COVID arrivent dans les prétoires !

N° 25 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

Alertes



PRÉVENTION ET TRAITEMENT AMIABLE | PRÉVENTION (INFORMATION, FINANCEMENT, ALERTE)

Précisions quant au champ d'application des mesures d'urgence prises pendant la crise du Covid 19

N° 26 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Dans quelles conditions inscrire la majoration contractuelle des intérêts de retard résultant d'un prêt garanti par l'État (PGE) ?

N° 27

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Créances et ordonnance de référé : absence de contestation sérieuse

N° 28

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCES SOCIALES

Modification des délais d'admission définitive des créances sociales

N° 29 - Par Mathieu THIBERGE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCES SOCIALES

Créances d'URSSAF déclarées à titre provisionnel

N° 30

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SALARIÉS

Crise sanitaire et motif économique

N° 31

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Nullité d'un contrat de travail conclu le lendemain de la création d'une entreprise

N° 32

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN. GÉNÉRALITÉS

Créances de cotisations sociales salariales et plan dans la procédure de sortie de crise sanitaire

N° 33 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | PLAN. GÉNÉRALITÉS

Modification d'un plan de sortie de crise et tierce opposition de l'associé égalitaire de la société holding

N° 34

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Quand une procédure prud'homale en cours permet de repousser l'examen de la clôture d'une procédure collective

N° 35

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Précisions quant aux critères à vérifier pour clôturer une liquidation pour extinction du passif

N° 36

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT

L'État peut-il engager sa responsabilité pour avoir pris des mesures d'interdiction d'activité pendant la crise du Covid ?

N° 37

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | PROCÉDURE

Rappel : il ne faut pas confondre la société débitrice et son dirigeant qui ne représente la société, en son droit propre à défendre à une action contre elle, que s'il est assigné ès qualités

N° 38

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | VOIES DE RECOURS

Plan de cession : refus de transmission de la QPC sur la restriction du recours du débiteur

N° 39

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Revue de droit bancaire et financier, n° 1 du 01 janvier 2026

Sommaire du numéro

Repère



PRÊTEURS À TITRE ACCESSOIRE

Prêteurs à titre accessoire, délais de paiement, paiements différés et consommateurs

N° 1 - Par Thierry BONNEAU

Alertes



FOCUS | RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Retour sur l'« anomalie apparente » en matière d'investissements atypiques

N° 1 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

VEILLE | FINANCE DURABLE

Publication du programme de travail du JBRC et de recommandations pour

L'intégration sémantique des définitions ESG

N° 2

VEILLE | LAB-FT

EBA-AMLA : transfert des mandats LCB-FT

N° 3

VEILLE | SYSTÈME EUROPÉEN DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE

Rapport de l'EBA sur la consolidation prudentielle et des lignes directrices finales sur les entreprises de services auxiliaires

N° 4

VEILLE | EBA

Renforcement de la résilience des banques et des assureurs par l'intégration des risques ESG dans les stress tests

N° 5

VEILLE | CONFIDENTIALITÉ

Renforcement de la coopération transfrontalière en matière de supervision avec les pays tiers

N° 6

VEILLE | SERVICES DE PAIEMENT

Protocole d'accord entre l'EBA et la BCE en faveur de l'accès des prestataires de services de paiement non bancaires aux systèmes de paiement

N° 7

VEILLE | STABLECOINS

L'ICMA analyse les opportunités et les limites des stablecoins

N° 8

VEILLE | SUPERVISION

Principes de surveillance fondée sur les risques : un pilier essentiel des efforts de simplification et d'allègement des charges de l'ESMA

N° 9

VEILLE | FINANCE DURABLE

Plus de clarté dans les communications sur les stratégies ESG

N° 10

VEILLE | RÈGLEMENT MICA

Publication de nouvelles stratégies numériques et de données par l'ESMA

N° 11

VEILLE | FINANCE DURABLE

Des lignes directrices pour les obligations de transition climatique

N° 12

VEILLE | OPCVM

Rapport sur la commercialisation transfrontalière des fonds

N° 13

VEILLE | AMAFI

L'Amafi alerte sur les risques du nouveau cadre MiF II lié au financement de la recherche

N° 14

EN BREF | ACPR

Nouvelle mise en garde « publique » de l'ACPR

N° 15 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

EN BREF | PROPOSITION DE LOI

Proposition de loi visant à lutter contre la fraude financière et à renforcer la sécurité financière du 16 septembre 2025

N° 16 - Par Pauline PAILLER

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE DES TEXTES

Du 11 novembre 2025 au 10 janvier 2026

N° 17

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES PUBLICATIONS

Droit et technique bancaire

N° 18

AGENDA | REMISE DES PRIX

Remise des prix du LLM Droit bancaire et financier - université Paris-Panthéon-Assas

N° 19

AGENDA | REMISE DES PRIX 2025

Remise des prix du Master DOCC - université Paris Cité

N° 20

Chronique



DROIT DES OFFRES PUBLIQUES

Chronique de droit des offres publiques 2025

N° 1 - Par Anne-Catherine MULLER et Vincent RAMONÉDA

Études



LOCATION FINANCIÈRE

Quelques précisions jurisprudentielles récentes intéressant la location financière

N° 1 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

FINANCEMENT DE LA DÉFENSE

La finance durable : un levier pour structurer un financement responsable du secteur de la défense

N° 2 - Par Virginie MERCIER

Commentaires



DROIT BANCAIRE | SANCTIONS ACPR

Décision de la commission des sanctions de l'ACPR du 7 novembre 2025 : contexte, griefs et leçons à retenir

N° 1 - Par Catherine FEUNTEUN

DROIT BANCAIRE | RÉOLUTION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Analyse du décret n° 2025-974 du 2 octobre 2025 portant adaptation des exigences de fonds propres et d'engagements éligibles et du cadre de résolution

N° 2 - Par Catherine FEUNTEUN

DROIT BANCAIRE | MAJEURS PROTÉGÉS

La personne protégée doit être protégée

N° 3 - Par Sylvain LAMBERT

DROIT BANCAIRE | FRAIS BANCAIRES

Réduction et encadrement des frais bancaires sur succession

N° 4 - Par Sylvain LAMBERT

DROIT BANCAIRE | RÈGLEMENT DORA

Les ESAs publient la première liste de prestataires tiers critiques de services TIC (CTPPs)

N° 5 - Par Sylvain LAMBERT

DROIT BANCAIRE | RÈGLEMENT DORA

DORA : signature d'un MoU entre les ESAs et les autorités britanniques relatif à la supervision des prestataires tiers critiques de services TIC

N° 6 - Par Sylvain LAMBERT

DROIT BANCAIRE | CRYPTO-ACTIFS

Manquement de la banque à son devoir de vigilance

N° 7 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | CRYPTO-ACTIFS

Devoir de vigilance du banquier

N° 8 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENT AUTORISÉES

Délimitation de la notion d'anomalies apparentes

N° 9 - Par Guillaume CAVROIS

DROIT BANCAIRE | OPÉRATIONS DE PAIEMENTS NON AUTORISÉES

Absence de consentement à l'exécution d'un paiement par carte bancaire ordonné par le bénéficiaire

N° 10 - Par Bastien MICHALET

DROIT BANCAIRE | FRAUDE AU PRÉSIDENT

Fraude au président : confirmation du régime applicable et précisions sur le devoir de vigilance

N° 11 - Par Bastien MICHALET

DROIT BANCAIRE | TEG

Période de préfinancement : intégration dans le TEG et déséquilibre significatif

N° 12 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Période de préfinancement : caractère abusif d'une clause d'amortissement différé

N° 13 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

Faute du prêteur et nullité du contrat

N° 14 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

Appréciation du lien de causalité en matière de crédit affecté

N° 15 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Prêt en devises : réputé non-écrit et restitution

N° 16 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | DÉCHÉANCE DU TERME

Clause de déchéance du terme : licite mais possiblement abusive

N° 17 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Crédit à la consommation : police 8

N° 18 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Polynésie française : régime de forclusion

N° 19 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Crédit immobilier : restitution consécutive à la caducité du prêt

N° 20 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

Crédit affecté : opération commerciale unique et conséquence de l'absence de

conclusion du contrat de crédit

N° 21 - Par Nicolas MATHEY

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Cautionnement et principe de proportionnalité

N° 22 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Proportionnalité en matière de cautionnement

N° 23 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Cautionnement consentie par une société

N° 24 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Recours personnel du cofidéjusseur

N° 25 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | VENTE AVEC RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

La réserve de propriété : une garantie exclusive du prix de cession d'un bien

N° 26 - Par Dominique LEGEAIS

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et péremption

N° 27 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et biens communs

N° 28 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et clause de déchéance du terme

N° 29 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et assignation à comparaître

N° 30 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Saisie immobilière et créance complémentaire

N° 31 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Déclaration de créance et principe d'unité du patrimoine

N° 32 - Par Caroline HOUIN

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Prescription des créances et clôture de la procédure collective

N° 33 - Par Caroline HOUIN

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Dessaisissement du débiteur et compte bancaire

N° 34 - Par Caroline HOUIN

DROIT BANCAIRE | DROIT DE RÉTRACTATION

Exercice et conséquences du droit de rétractation en matière de crédits consentis aux consommateurs : la Cour de justice s'assure de l'effectivité de ce droit

N° 35 - Par Juliette MOREL-MAROGER

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

Surveillance prudentielle des établissements de crédit : la Cour de justice valide les décisions de la BCE

N° 36 - Par Juliette MOREL-MAROGER

DROIT BANCAIRE | CORPUS RÉGLEMENTAIRE UNIQUE

Simplification du cadre bancaire européen

N° 37 - Par Gaëlle HARDY

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE (MSU)

Priorités prudentielles et risques géopolitiques

N° 38 - Par Gaëlle HARDY

DROIT BANCAIRE | MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE (MSU)

Première sanction de la BCE pour mauvaise gestion du risque environnemental : légitime mais illégale ?

N° 39 - Par Gaëlle HARDY

DROIT FINANCIER | OFFRES PUBLIQUES

La chambre commerciale donne sa définition du contrôle de fait dans l'affaire Vivendi

N° 40 - Par Pauline PAILLER

DROIT FINANCIER | COMMERCIALISATION D'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Démarchage illicite portant sur des titres de la SICAV Luxalpha : preuve du mandat et réparation intégrale de la perte de chance

N° 41 - Par Michel STORCK

DROIT FINANCIER | GESTION COLLECTIVE

Titres obligataires assimilés à des parts de FIA pour leur commercialisation en France

N° 42 - Par Isabelle RIASSETTO

DROIT FINANCIER | FINANCE DURABLE

La nouvelle version de la directive « CSRD » définitivement adoptée par le Parlement européen !

N° 43 - Par Jean-Marc MOULIN

DROIT FINANCIER | CS3D

Points clés de la directive CS3D adoptée par le Parlement européen

N° 44 - Par Jean-Marc MOULIN

DROIT FINANCIER | INFRASTRUCTURE DE MARCHÉ

Notion de marché réglementé

N° 45 - Par Thierry BONNEAU

DROIT FINANCIER | PRESTATAIRES DE SERVICES DE COMMUNICATION DE DONNÉES

Modification des textes de niveau 2 applicables aux APA, ARM et CTP

N° 46 - Par Thierry BONNEAU

Dossier



MONNAIE TOKENISÉE

La monnaie tokenisée

N° 1 - Par Pauline PAILLER , Stéphanie CABOSSIORAS , Hubert DE VAUPLANE et Dominique LEGEAIS

MNBC DE GROS

La monnaie centrale tokenisée

N° 2 - Par Julien MOUCHETTE et Fanny PALMIERI

RÈGLEMENT MICA

L'articulation entre le règlement MiCA et les directives sur la monnaie électronique (DME2) et les services de paiement (DSP2) au sujet des jetons de monnaie électronique

N° 3 - Par Anastasia SOTIROPOULOU et Morgane FOURNEL

DÉPÔTS TOKENISÉS

Les dépôts tokenisés

N° 4 - Par Thierry BONNEAU et Alexander TOLLAST

FONDS D'INVESTISSEMENT

Passif d'un fonds d'investissement tokenisé : quels impacts sur les obligations professionnelles des acteurs ?

N° 5 - Par Arnaud GRÜNTHALER , Isabelle RIASSETTO , Emilien BERNARD-ALZIAS et Victor CHARPIAT

Meilleure pratique



PRESTATAIRE DE SERVICES SUR CRYPTO-ACTIFS (PSCA)

Analyse fiscale : des obligations déclaratives des prestataires de services sur crypto-actifs

N° 1 - Par Olivier DEBAT

PRATIQUE P. 13**ENTREPRISE**

Sanction de la violation du droit de préférence du preneur à bail commercial

par François Colonna d'Istria



www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5**IMMOBILIER**

Servitudes de passage : notion d'acte d'exercice interrompant la prescription extinctive

PERSONNES / FAMILLE

Précisions relatives aux conditions de validité d'un testament-partage

RURAL

Préemption de la SAFER avec révision de prix : la mention dans la notification de l'accord des commissaires du gouvernement suffit

PROFESSIONS

Présentation de l'INAN, l'Institut Notarial des Actifs Numériques

DOCTRINE P. 18**PERSONNES / FAMILLE**

Les réversions entre partenaires d'un pacs : la question de leur traitement successoral

par Henri Leyrat

CHRONIQUES P. 23**DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**

Droit international privé

par Sara Godechot-Patris

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF229z8 ■ Servitudes de passage : notion d'acte d'exercice interrompant la prescription extinctive

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF229y8 ■ Périmètre de l'obligation de vérifications de la caution avant d'exécuter son engagement

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF229y9 ■ Précisions relatives aux conditions de validité d'un testament-partage

RURAL

DEF229z2 ■ Prémption de la SAFER avec révision de prix : la mention dans la notification de l'accord des commissaires du gouvernement suffit

PROFESSION

DEF229z3 ■ Un notaire peut être poursuivi pour le délit de prise illégale d'intérêts

ÉCHOS PRO

DEF229w5 ■ Présentation de l'INAN, l'Institut Notarial des Actifs Numériques

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF229s1 ■ Sanction de la violation du droit de préférence du preneur à bail commercial par **François Colonna d'Istria**

DOCTRINE P. 18

DEF227o1 ■ Les réversions entre partenaires d'un pacs : la question de leur traitement successoral par **Henri Leyrat**

CHRONIQUES P. 23

DEF229v7 ■ Droit international privé par **Sara Godechot-Patris**

VIE PRO P. 30

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36

PRATIQUE P. 13

RURAL

Vente du bien loué au preneur en place et droit de préemption de la SAFER

par Christophe Gourgues

www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5

PROFESSIONS

« Métamorphoses 1945-2025 »
ou le nouveau visage du notariat

PERSONNES / FAMILLE

Portée de la renonciation
à succession sur les droits
conférés par une donation
entre époux au dernier vivant

DROIT FISCAL

Champ d'application
de l'exonération des dons
familiaux pour l'acquisition
ou la rénovation de
la résidence principale**DOCTRINE** P. 20

IMMOBILIER

La survie de la clause
de réserve de propriété
à la prescription extinctive
de la créance principalepar Christophe Juillet**CHRONIQUES** P. 25

IMMOBILIER

Vente immobilière

par Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste
Seube et Dominique Savouré

ACTUALITÉS P. 5

ÉCHOS PRO

DEF229y7 ■ « Métamorphoses 1945-2025 »
ou le nouveau visage du notariat

À LA UNE

DEF230d1 ■ Portée de la renonciation à succession
sur les droits conférés par une donation entre époux
au dernier vivant

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF230c6 ■ Une réclamation même amiable
peut exclure l'intention libérale

FISCAL

DEF230c7 ■ Champ d'application de l'exonération
des dons familiaux pour l'acquisition ou la rénovation
de la résidence principale

RURAL

DEF230c8 ■ Opposabilité du bail consenti par un seul
indivisaire au coindivisaire devenu seul propriétaire
par donation

PROFESSION

DEF230c9 ■ Taux de cotisation de la garantie collective
pour 2026

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF229v5 ■ Vente du bien loué au preneur en place
et droit de préemption de la SAFER
par **Christophe Gourgues**

DOCTRINE P. 20

DEF229s3 ■ La survie de la clause de réserve
de propriété à la prescription extinctive
de la créance principale
par **Christophe Juillet**

CHRONIQUES P. 25

DEF230a3 ■ Vente immobilière
par **Hervé Lécuyer, Jean-Baptiste Seube, Dominique Savouré, Cyril Grimaldi, Matthieu Bouirat, Mailys Luchel, Pierre Vignalou, Victoria Garnier-Vigier**
et **Jean-Hadrien OURY**

VIE PRO P. 30

OFFRES ET DEMANDES P. 34

INDICES P. 36

Droit & Patrimoine

LE MENSUEL DE TOUS LES PRATICIENS DU DROIT

DOSSIER

L'HABITAT INCLUSIF : UN NOUVEAU MODÈLE DE LOGEMENT ATTRACTIF ?



ÉCLAIRAGE

Faut-il changer de régime
matrimonial légal ?

CHRONIQUE

Droit immobilier 2025



DROIT & PATRIMOINE

FÉVRIER 2026 • N° 365

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Faut-il changer de régime matrimonial légal ?

6

ENTRETIEN

« Le commissaire de justice contribue à la sécurisation du tissu économique local »

8

Le commissaire de justice s'affirme comme un acteur central de la protection et de la circulation des droits patrimoniaux. De la saisie des rémunérations aux procédures amiables de recouvrement, en passant par l'accès encadré aux informations patrimoniales et la prévention des défaillances des entreprises, son rôle stratégique n'est plus à démontrer. À l'horizon de l'unification complète en 2026, Benoît Santoire, président renouvelé de la Chambre nationale des commissaires de justice (CNCJ), revient sur les équilibres juridiques à préserver, les garanties procédurales à renforcer et les ambitions portées pour consolider la sécurité juridique et l'efficacité de la justice patrimoniale.

PROFESSIONS

Déploiement officiel de la mission

Not'isme du CSN

10

Le Conseil supérieur du notariat (CSN) a officiellement lancé la mission Not'isme à compter du jeudi 15 janvier 2026. À cette occasion, une conférence de presse s'est tenue à l'Institut national des formations notariales (INFN) de Paris.



DOSSIER

L'HABITAT INCLUSIF : UN NOUVEAU MODÈLE DE LOGEMENT ATTRACTIF ?

• L'habitat inclusif : de l'émergence d'un concept au sein des politiques publiques à une notion juridique

Karine MICHELET, Maître de conférences de droit public à la faculté de droit et des sciences sociales - CECOJI (UR 20418), Université de Poitiers.....

22

• L'inclusion de l'habitat inclusif

Vivien ZALEWSKI-SICARD, Universitaire, membre de l'IRDP, membre du conseil d'administration de l'AFDCI.....

27

• L'habitat inclusif à l'épreuve de la situation personnelle et patrimoniale de l'habitant

Frédérique JULIENNE, Maître de conférences, à l'HDR, Université de Bordeaux (IRDAP - EA 4191)

30

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE



ANALYSES

**Société civile soumise à l'impôt
sur le revenu et recettes commerciales :
quid de l'impôt sur les sociétés ? 12**

**Le mandat de protection future
et les sociétés unipersonnelles :
une solution à sécuriser ? 15**

CHRONIQUE

Chronique de droit immobilier 2025 47

**Habitat inclusif et solvabilisation des habitants
par les prestations sociales : les solidarités à l'œuvre**
Maryse BADEL, Professeure à l'Université de Bordeaux, COMPTRASEC.....35

**L'habitat inclusif : face aux difficultés financières
et ses acteurs**
Philippe LAFAURIE, Agrégé de droit privé et de sciences criminelles,
Professeur à l'Université de Bordeaux (IRDAP - EA 4191)40

**L'habitat inclusif, un logement alternatif ou un nouveau
modèle institutionnalisé ?**
Bernard RIHAL, Professeur émérite de droit public
à l'Université d'Angers, centre Jean-Bodin, EA 433744

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 1 du 11 février 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



COMPLIANCE

Du signalement à la protection de son auteur : l'alerte en question

N° 1 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Actualités



VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUES DES AFFAIRES - FRANCE

Loi sur la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Perquisitions dans les bureaux de grands cabinets d'audit pour soupçons de pratiques anticoncurrentielles

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FRAUDE FISCALE

Affaire Cumcum : homologation d'une CJIP entre le PNF et la banque HSBC

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Publication par Transparency International de deux rapports consacrés au recouvrement des avoirs criminels

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CORRUPTION

Perquisitions menées dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour corruption en lien avec le mandat de parlementaire européen de Rachida Dati

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Instauration d'une cellule anticorruption à Marseille

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Publication d'un rapport de la Cour des comptes sur la lutte anti-corruption

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FRAUDE FISCALE

Lutte contre la fraude fiscale internationale : communiqué sur les avancées de la DGFIP

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ACTION DE GROUPE

Action de groupe en indemnisation de la CLCV contre Apple

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Allemagne : rapport du ministère de l'Intérieur sur l'accessibilité par les autorités américaines aux données personnelles stockées en Europe

N° 11

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONTREFAÇON

Allemagne : condamnation de ChatGPT pour contrefaçon de droit d'auteur

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Belgique : publication par le GRECO de deux rapports d'évaluation des mesures anti-

corruption

N° 13

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Luxembourg : précisions du Gouvernement sur sa position concernant les soupçons de corruption visant l'Agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN (NSPA)

N° 14

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Roumanie : rapport du GRECO appelant la Roumanie à renforcer la prévention de la corruption parlementaire

N° 15

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

Union européenne : prolongation par le Conseil de l'UE des sanctions contre la Russie jusqu'à juillet 2026

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

Union européenne : démission de la rectrice du Collège de l'Europe visée par une enquête pour corruption

N° 17

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Union européenne : conclusion d'un accord provisoire établissant des règles pénales européennes contre la corruption

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | NUMÉRIQUE

Union européenne : projet de directive omnibus numérique

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Islande : rapport du GRECO sur les progrès dans les réformes anticorruption au sein du gouvernement central et de la police

N° 20

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

États-Unis : augmentation du budget du BIS prévue dans le projet de loi de finances 2026

N° 21

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | NUMÉRIQUE

États-Unis : restrictions de visa contre cinq ressortissants européens accusés d'ingérence dans la modération des plateformes numériques américaines

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

États-Unis : arrêt des poursuites dans une affaire de corruption liée à la FIFA peu après la remise du premier « prix de la paix » de la FIFA au président Trump

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

États-Unis : inculpation de quatre personnes pour exportations illégales de puces Nvidia vers la Chine

N° 24

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EXPORT

États-Unis : projet de loi sénatoriale destiné à mettre fin au monopole des licences d'exportations et à renforcer la transparence dans les exportations technologiques

N° 25

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SANCTIONS

États-Unis : panorama des sanctions du Département du Trésor

N° 26

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Ukraine : détournement de fonds publics et soupçons de blanchiment

N° 27

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROGRAMME DE CONFORMITÉ

Royaume-Uni : actualisation des lignes directrices sur l'évaluation des programmes de conformité

N° 28 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

Discriminations & emploi - 18e baromètre sur la perception des discriminations - défenseurs des droits / OIT

N° 29

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CAC 40

Engagement & transparence - Rapport de la campagne des questions écrites au CAC 40 - Forum pour l'Investissement Responsable

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

Omnibus « Durabilité » - Modifications des directives CS3D & CSRD - Position du trilogue

N° 31

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TAXONOMIE

Taxonomie & simplification - Acte délégué et notice interprétative

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT DÉFORESTATION

Règlement déforestation - Report et simplification

N° 33

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

Secteur de l'habillement & liberté syndicale - Rapports d'Amnesty International sur les droits des travailleurs en Asie du Sud

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRAVAIL FORCÉ

Travail forcé - Édition révisée des indicateurs de travail forcé - OIT

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROITS HUMAINS

Entreprises et droits humains - Les 10 enjeux 2026 - IHRB

N° 36 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

Études



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Generative AI, Copyright Protectability & EU Compliance Challenges

N° 37 - Par Laurence BENHAMOU

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Évaluer la lutte contre la corruption : modalités et efficacité des mécanismes internationaux de revues par les pairs

N° 38 - Par Caroline GOUSSÉ et Vincent FILHOL

[Consulter le PDF](#)

Chronique



SANCTIONS & CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Developments in EU Sanctions & Export Controls (July - December 2025)

N° 39 - Par Nicolas BURNICHON , Anita MAKLAKOVA et Melina COELHO GARCIA

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

Terres rares : l'instrumentalisation par la Chine du contrôle des exportations (1re partie)

N° 40 - Par Laurent GROSCLAUDE , Camille MAYET et Olivier DORGANS

[Consulter le PDF](#)

COMPLIANCE BANCAIRE

DCC2 : enjeux et impacts en matière de conformité de la nouvelle directive sur le crédit à la consommation

N° 41 - Par Paul PEYRÉ , Nicolas SPITZ et Délya DOUGLAS

[Consulter le PDF](#)

EXTRATERRITORIALITÉ AMÉRICAINE

Menaces sur le Groenland ?

N° 42 - Par Raphaël BARAZZA , Arthur ETRONNIER et Julien NAVA

[Consulter le PDF](#)

JUSTICE CLIMATIQUE

Avec Greenpeace Nordic et autres contre Norvège du 28 octobre 2025 en matière climatique, la Cour européenne des droits de l'homme renoue avec le principe de subsidiarité

N° 43 - Par Noëlle LENOIR

[Consulter le PDF](#)

Cahiers pratiques



CS3D

La CS3D à l'épreuve du paquet Omnibus I : un ajustement du cadre européen du devoir de vigilance

N° 44 - Par Ann-Charlotte NEUMANN

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, supplément au n° 1 du 11 février 2026

Sommaire du numéro

Éditorial



COMPLIANCE

Numéro spécial - Compliance : bilan et perspectives

N° 1000 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

Dossier



COMPLIANCE : BILAN ET PERSPECTIVES

The Continuing Evolution of the Ethics and Compliance Profession

N° 0 - Par Keith T. DARCY

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 1 : LE RENOUVELLEMENT DES SOURCES ET DES CONCEPTS

L'harmonisation et la standardisation des normes

N° 1001 - Par Noëlle LENOIR

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 1 : LE RENOUVELLEMENT DES SOURCES ET DES CONCEPTS

Sovereignty Considerations in Multi-Jurisdictional Investigations and Prosecutions : A Taxonomy

N° 1002 - Par Robert LUSKIN

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 2 : LE RENOUVELLEMENT DES ACTEURS

Les défis de la moralisation de la vie publique et des affaires : nouvelles autorités, nouvelles pratiques

N° 1003 - Par Eric RUSSO

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 2 : LE RENOUVELLEMENT DES ACTEURS

La compliance et l'office du juge

N° 1004 - Par Guillaume DAIEFF

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 2 : LE RENOUVELLEMENT DES ACTEURS

De la fonction Compliance vers des métiers et fonctions émergents

N° 1005 - Par Stéphane ALAPHILIPPE

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 3 : L'INSTRUMENTALISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Measuring Effectiveness

N° 1006 - Par Hui CHEN

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 3 : L'INSTRUMENTALISATION DE LA GESTION DES RISQUES

De la vigilance à l'action : les parties prenantes et les nouvelles responsabilités

N° 1007 - Par Charles-Henri BOERINGER

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 4 : LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS

La révision des méthodes de gouvernance des secteurs public et privé

N° 1008 - Par Marc SEGONDS

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 4 : LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS

From Compliance to Commitment: Corporations' Duty to Human Rights and Stakeholders

N° 1009 - Par Paolo GALLIZI

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 5 : LA PLACE DE LA CULTURE D'ENTREPRISE

L'impasse de la régulation en matière de conformité

N° 1010 - Par Björn FASTERLING

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 6 : LES ENJEUX D'AVENIR

The Future of Ethics and Compliance in the Age of Artificial Intelligence

N° 1011 - Par Nikos PASSAS

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 6 : LES ENJEUX D'AVENIR

Les conflits de normes

N° 1012 - Par Pierre-Antoine BADOZ

[Consulter le PDF](#)

CHAPITRE 6 : LES ENJEUX D'AVENIR

Challenges Ahead : Benefits and Challenges of Certifications in Ethics and Compliance

N° 1013 - Par Kathleen MCGOVERN

[Consulter le PDF](#)

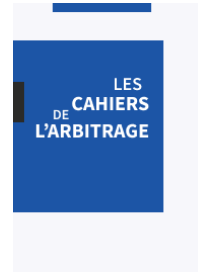
[Accéder à tous les numéros de la revue](#)

[Numéro précédent](#)

Rechercher dans ce numéro de re

[PDF](#)

N° 3 - 1 juil. 2025 | [Les cahiers de l'arbitrage](#)



Cahiers de l'arbitrage - N° 3 - 1 juil. 2025

Éditorial/Editorial

Par Charles Kaplan, Charles Nairac

Doctrine

Growing apart: Comparing arbitrators' disclosure duty and related challenges in England & Wales and France

Par Hugo Varenne

L'ordre public procédural dans l'arbitrage

Par Laura Weiller

Sur le nouveau règlement SIAC 2025

Par Christine Artero, Elodie Dulac

La place du juriste d'entreprise dans l'arbitrage international

Par Alejandra Lapunzina Veronelli

Brèves - Colloques - Bibliographie

Dr. Thomas Lehmann, Investment Arbitration and International Climate Change Law - Revaluating Legitimate Expectations, Wolters Kluwer, 2025

Par Eduardo Silva-Romero

Arbitrage et droit de l'Union européenne, sous la direction de M. Combet et M. Lahouazi, Bruylant, 2025

Par Lilian Larribère

Jurisprudence

Belgique/Belgium

Par Prof. Bernard Hanotiau, Iris Raynaud, Rahima Zitoumbi

France/France

Par Priscille Pedone, Bertrand Robert

France/France

Par Priscille Pedone, Bertrand Robert

Italie/Italy

Par Michele Sabatini, Andrea Melchionda

Archives
de philosophie
du droit

Tome
66

Droit et Intelligence Artificielle

Éthique et exigence de justice

2025



Lefebvre Dalloz

DROIT ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

René Sève, <i>L'I.A. dans son juste milieu. Présentation générale du tome 66</i>	xi
Rémy Heitz, <i>L'intelligence artificielle dans la justice : une promesse conditionnée</i>	xxix

Chapitre I : Épistémologie

Charlotte Jacquemot, <i>Intelligence artificielle/intelligence humaine. Qui contrôle qui ?</i>	3
Paul Landrier, <i>I.A. et recherche en mathématiques : théorie et leçons d'un colloque récent</i>	17
Yannick Meneceur, <i>La langue des probables. Principes techniques, enjeux linguistiques et limites des grands modèles de langage pour traiter du raisonnement juridique</i>	29
Maël Pégny, <i>L'intelligence artificielle et la cybersécurité</i>	51
Flavia Carbonell, Leonardo Marchettoni & Giovanni Tuzet, <i>Intelligence artificielle, théorie du droit et preuve juridique</i>	71
Aurélien Jean, <i>La loi au temps des algorithmes</i>	81

Chapitre II : Économie

Bruno Deffains, <i>Effets macroéconomiques de l'I.A. et enjeux de sa régulation : une perspective internationale</i>	95
Yann Guthmann, <i>I.A. générative : problématiques concurrentielles à l'aune de l'avis de l'Autorité de la concurrence</i>	109
Blanche Savary de Beauregard, <i>La fonction juridique en entreprise avec l'I.A. : le point de vue d'une entreprise française</i>	121
Besma Bouzama, <i>L'intelligence artificielle et les obligations réglementaires d'une grande entreprise</i>	125

Chapitre III : Comparaisons internationales

Sonya Djemni-Wagner, <i>L'approche européenne de l'impact de l'I.A. sur les métiers du droit</i>	131
Oliver Wiesike, <i>L'intelligence artificielle au service de la justice en Allemagne</i>	141
Xenia Legendre, Étienne Drouard & Elektra Argyris, <i>I.A. et common law : accompagner l'innovation sans la définir a priori</i>	151
Bertrand Hartemann, <i>La main invisible de l'infrastructure : vers un socialisme algorithmique en Chine</i>	166
Souichirou Kozuka, <i>The use of AI by lawyers and within judiciary : the case of Japan</i>	177

Chapitre IV : Régulation

Thomas Courbe, <i>Innovation et Régulation : le rôle de la Direction générale des Entreprises</i>	191
Denis Beau, <i>Mettre en œuvre une surveillance efficace de l'I.A. dans le secteur financier</i>	197
Maric-Anne Barbat-Layani, <i>Entre opportunités et risques : l'intelligence artificielle face aux défis de la régulation financière</i>	205

SOMMAIRE

Arnaud Latil, <i>Endiguer la propagation. L'encadrement juridique des risques systémiques en matière d'intelligence artificielle</i>	213
Margot Sève, <i>L'I.A. dans la compliance et les enquêtes</i>	225
Arnaud Chneiweiss, <i>L'I.A. à la Médiation de l'assurance : quels gains de productivité à espérer ?</i>	233

Chapitre V : Grandes professions du droit

Emmanuelle Hoffman & Paul Midy, <i>Le parlementarisme renforcé par l'intelligence artificielle</i>	239
Stéphane Cottin, <i>Le schéma stratégique pour l'intelligence artificielle au Conseil constitutionnel</i>	245
Sandrine Zientara-Logeay, <i>L'I.A. au service de l'institution judiciaire : quelles garanties pour le respect des droits fondamentaux ?</i>	255
Peimane Ghaleh-Marzban, <i>L'intelligence artificielle et l'organisation du travail d'une juridiction</i>	267
Patrick Sayer, Bertrand Kleinmann & Jean-Baptiste Galland, <i>L'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle par le Tribunal des activités économiques de Paris</i>	277
Thomas Lyon-Caen, <i>L'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation à l'heure de l'intelligence artificielle</i>	293
Pierre Hoffman, <i>Changer ou disparaître ? La profession d'avocat à l'heure de l'I.A.</i>	301
Sacha Willaume, <i>L'I.A. et l'arbitrage</i>	311
Manuelle Mahéo & Benoît Rouppert, <i>L'intelligence artificielle et les métiers du juridique à la Direction générale des finances publiques</i>	319
Sumi Saint-Auguste, <i>État des lieux et des enjeux du recours à l'I.A. dans l'écosystème du droit et de la justice</i>	331

Chapitre VI : Branches du droit

Jean-Baptiste Thierry, <i>Le droit pénal à l'épreuve de l'intelligence artificielle</i>	339
Georgie Courtois, <i>Propriété intellectuelle et intelligence artificielle : vers une redéfinition des cadres de la création ?</i>	347
Jean-François Cesaro, <i>L'homme est-il la mesure de toute chose ? L'intelligence artificielle saisie par le droit du travail</i>	355
Godefroy de Boiscuillé, <i>La responsabilité du fait des produits défectueux appliquée à l'intelligence artificielle : le choix de la raison</i>	367
Pierre-Benoît Pabor du Chatelard, <i>L'influence de l'intelligence artificielle dans la gestion de dossiers de financement</i>	393
Charlotte Ducuing & Sara Garsia, <i>La réglementation de la soutenabilité environnementale de l'I.A. Reformulation critique au prisme du courant Law & Technology</i>	397

SOMMAIRE

Stephanie Smatt Pinelli, <i>L'I.A. au service de la décision juridique</i>	415
Didier-Roland Tabuteau, <i>L'intelligence artificielle et le raisonnement du juge</i>	421
<i>Glossaire de l'intelligence artificielle</i>	425

ÉTHIQUE ET EXIGENCE DE JUSTICE

Anne Caron-Dégise & Éric Martinent, <i>Éthique et exigence de justice. Présentation</i>	435
Chrystelle Gazeau, <i>Violences de l'intime et violences du système de justice : regards historiques</i>	453
Isabelle Rome, <i>Une éthique politique de lutte contre les violences de l'intime</i>	461
Danièle Churlet-Caillet, <i>Les enjeux organisationnels au cœur des politiques de juridiction et de ses acteurs. Une réflexion d'éthique judiciaire concernant l'organisation des pôles spécialisés dans la lutte contre les violences intrafamiliales</i>	469
Andreea Gruev-Vintila, <i>L'éthique et l'exigence de justice au défi du contrôle coercitif : nommer, reconnaître, protéger</i>	475
Jean-François Delfraissy, <i>L'éthique relationnelle entre science, politique et médias</i>	487
Guillaume Fradin, <i>Éthique, justice et médias</i>	495
Vincent Vantighem, <i>L'éthique du journaliste judiciaire, le public et les juges</i>	503
Christophe Soulard, <i>L'éthique comme vecteur de confiance dans la justice</i>	509
Jean-Marc Sauvé, <i>Rendre justice aux citoyens comme bien commun et politique publique</i>	513
Denis Salas, <i>L'éthos du juge en mutation</i>	529
Hélène Pauliat, <i>Comment la Justice peut-elle être un vecteur de confiance ?</i>	537
Nathalie Ancel, <i>Les travaux de l'Inspection générale de la justice facteur d'une confiance dans la justice comme institution</i>	541
Guillaume Rousset, <i>Les enjeux de l'acceptabilité sociale des décisions de justice : l'illustration de l'interruption de grossesse</i>	551
Sébastien Pellé, <i>La pertinence des innovations de la motivation des décisions judiciaires</i>	559
Chloé Lievaux, <i>L'intelligibilité des décisions de justice pénale. L'éthique au service d'un droit pénal humaniste en mouvement</i>	567
<i>Sommaire en anglais</i>	581